

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/DS/W/7  
30 mai 2002

(02-2994)

Organe de règlement des différends  
Session spéciale

Original: anglais

## RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS DE L'INDE

### Communication des Communautés européennes

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 21 mai 2002.

\_\_\_\_\_

Dans sa communication à l'Organe de règlement des différends (ORD) (TN/DS/W/5), l'Inde a souhaité obtenir des Communautés européennes (CE) certaines clarifications et certains renseignements au sujet de leur proposition concernant des améliorations à apporter au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (TN/DS/W/1).

Les CE se félicitent du document de l'Inde, où sont soulevés des points importants qui contribueront à clarifier les implications de leur proposition.

Afin de tirer pleinement profit de la contribution de l'Inde, et en vue de promouvoir le dialogue parmi les membres de l'ORD sur les questions importantes soulevées par l'Inde, les CE présentent aux Membres le document ci-joint.

L'Inde a structuré son document en quatre grands sujets qui font l'objet d'un examen plus approfondi à l'aide de 39 questions. Dans leur réponse, les CE suivent la structure en quatre parties du document de l'Inde et regroupent certaines questions lorsqu'elles semblent porter sur des sujets similaires.

Le texte présenté par les CE ne prétend pas être complet ni indiquer des positions figées et définitives de la part des CE sur les diverses questions discutées.

Les CE sont donc disposées à engager des discussions constructives sur toutes ces questions et fourniraient volontiers, par oral ou par écrit, toute explication, information et clarification supplémentaires que l'Inde ou d'autres Membres pourraient demander.

## **PERSONNES APPELÉES À TITRE PERMANENT À FAIRE PARTIE DE GROUPES SPÉCIAUX**

### **Questions n° 1 et 2**

*Comment y aurait-il un nombre suffisant (15 à 24) de personnes compétentes disponibles que l'on pourrait envisager d'inclure dans la liste des personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux? Prière de donner des exemples spécifiques de l'écart croissant, depuis l'établissement de l'OMC, entre le nombre de personnes nécessaires pour faire partie de groupes spéciaux et le nombre des personnes disponibles appelées à faire partie d'un groupe spécial au cas par cas, ou de tendances allant dans ce sens.*

Lorsque les CE évoquent le nombre limité de personnes appelées à faire partie d'un groupe spécial au cas par cas qui sont disponibles, elles ne veulent pas dire que le nombre de personnes appelées à faire partie d'un groupe spécial au cas par cas étant potentiellement disponibles est insuffisant, mais qu'il devient de plus en plus difficile de les trouver et de se mettre d'accord sur leurs noms à court délai. Le nombre croissant de groupes spéciaux (voir l'annexe 1) exige un nombre de membres de plus en plus important; or, à l'heure actuelle les personnes appelées à faire partie de groupes spéciaux et qui sont disponibles ne travaillent pas à plein temps, mais seulement de façon ponctuelle, ce qui réduit inévitablement le nombre de groupes spéciaux auxquels les candidats disponibles peuvent se consacrer. De ce fait, et en raison des retards liés au processus de sélection, la composition des groupes spéciaux est une procédure considérablement plus longue que dans le passé.

Cela est confirmé par le fait que, en 1996, il fallait en moyenne 30 jours pour sélectionner les personnes appelées à faire partie de groupes spéciaux, alors qu'il en fallait 67 en 2001 (voir l'annexe 1). L'article 8:7 du Mémorandum d'accord donne aux parties à un différend la possibilité de demander au Directeur général de l'OMC de désigner les personnes appelées à faire partie du groupe spécial dans un délai de 20 jours après la date d'établissement du groupe, ce qui laisse entendre que l'intention des Membres était que les groupes spéciaux seraient composés plus rapidement que ce n'est le cas actuellement. La création d'une liste restreinte de personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux éliminerait ces retards dans tous les cas. Ainsi, au lieu de perdre du temps au cours du processus de sélection, les Membres se consacreront activement et immédiatement à la résolution effective du différend. Selon la qualité des personnes qui seraient sélectionnées sur la liste permanente, la qualité et la cohérence des rapports des groupes spéciaux devraient également s'en trouver améliorées.

### **Question n° 3**

*La prescription voulant que les membres des groupes spéciaux ne soient pas des ressortissants des membres participant au différend limite-t-elle le choix des personnes qui pourraient être appelées à faire partie de groupes spéciaux?*

Oui, l'expérience montre que tel est le cas. En principe, si la proposition des CE était suivie, la nationalité des membres des groupes spéciaux ne jouerait aucun rôle dans le processus de sélection. Néanmoins, certaines exceptions pourraient être envisagées pour garantir la participation à certains différends de membres ressortissants de pays en développement. En particulier, les CE considèrent que la règle énoncée à l'article 8:10 du Mémorandum d'accord devrait être maintenue.

### **Questions n° 4 et 5**

*Prière de donner des détails sur les cas où il a fallu recourir au Directeur général conformément à l'article 8:7 du Mémorandum d'accord. Le recours de plus en plus fréquent à l'article 8:7 est-il une tendance regrettable? Pourquoi?*

Jusqu'en février 2000, 22 des 54 groupes spéciaux composés dans le cadre de l'OMC avaient été désignés par le Directeur général.

Dernièrement, le recours à l'article 8:7 est devenu la règle (voir l'annexe 2). Sur 24 groupes spéciaux établis durant la période allant de 2000 à avril 2002, 14 ont été composés par le Directeur général conformément à l'article 8:7 du Mémoire d'accord (58 pour cent). Cette tendance est à la hausse. Sur les neuf groupes spéciaux établis en 2000, quatre seulement ont été composés par le Directeur général (44 pour cent). Sur les 15 groupes spéciaux établis depuis lors, dix ont été composés par le Directeur général (75 pour cent).

Le fait que les parties participent au processus de sélection constitue un avantage potentiel d'un système de désignation des membres des groupes spéciaux au cas par cas. En conséquence, le recours à la désignation de groupes spéciaux par le Directeur général aurait dû être une procédure exceptionnelle. Au contraire, il ressort des données que l'exception est devenue la règle et que la participation des parties au processus de sélection est donc plus illusoire que réelle. La question n'est pas de savoir s'il s'agit d'une tendance regrettable mais si, dans la structure systémique du mécanisme de règlement des différends de l'OMC, c'est là une évolution optimale.

#### **Question n° 6**

*Pourquoi faudrait-il moins de temps à des personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux pour traiter les divers éléments de procédure?*

Dans leur document, les CE ne font pas valoir que des personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux ont besoin de "moins de temps" pour traiter les éléments de procédure. Elles avancent plutôt qu'un système de personnes qualifiées appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux serait mieux adapté à la complexité croissante des cas, tant du point de vue du fond que de la procédure. Les personnes appelées à faire partie de groupes spéciaux au cas par cas ont souvent peu d'expérience en matière de procédure ou n'ont pas eu l'occasion de se familiariser totalement avec la jurisprudence de l'OMC. Bien entendu, le Secrétariat de l'OMC assiste les membres des groupes spéciaux et les informe des décisions prises sur des questions similaires par les groupes spéciaux précédents. Cependant, les décisions finales appartiennent, à juste titre, aux membres du groupe spécial concerné, qui peuvent se prononcer différemment. Un système de personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux contribuerait à améliorer la cohérence des décisions, tant du point de vue de la procédure que du point de vue du fond.

#### **Questions n° 7 à 9, 14 et 20**

*Prière d'expliquer les raisons pour lesquelles un système de personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux entraînerait très certainement de meilleures décisions et une diminution du nombre de rapports de groupes spéciaux infirmés par l'Organe d'appel.*

Cette série de questions est étroitement liée à la précédente. L'argument avancé par les CE dans leur proposition est que la plupart des personnes appelées à faire partie de groupes spéciaux au cas par cas connaissent une courbe d'apprentissage plus raide dans leur travail du fait qu'ils ne peuvent pas acquérir suffisamment d'expérience. Il ressort d'une récente étude que le membre de groupe spécial moyen a siégé à 1,5 groupe spécial depuis 1995, c'est-à-dire à un groupe spécial tous les cinq ans. Il est clair que la création d'un système de personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux permettrait à chacune d'entre elles de participer plus souvent à des groupes spéciaux. Ils acquerraient ainsi les connaissances requises pour mieux aborder les complexités de forme et de fond des procédures des groupes spéciaux telles qu'elles se présentent aujourd'hui.

Bien entendu, le fait que certaines personnes appelées à faire partie de groupes spéciaux aient siégé précédemment à un groupe spécial de l'OMC/du GATT ne constitue pas une garantie absolue du

fait que le rapport de leur groupe spécial ne sera pas partiellement infirmé par l'Organe d'appel. D'autres facteurs doivent être pris en considération comme les complexités et la nouveauté des allégations juridiques en question. Néanmoins, d'une manière générale, une personnes expérimentée appelée à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux devrait être mieux préparée aux questions de fond et de procédure qu'impliquent les travaux d'un groupe spécial qu'une personne siégeant *una tantum*.

#### **Question n° 10**

*Légitimité et crédibilité d'un système de personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux.*

Les CE ne considèrent pas que des personnes appelées à faire partie de groupes spéciaux au cas par cas manquent de légitimité ou de crédibilité. Elles considèrent cependant qu'un système de personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux apparaîtrait, à la fois aux Membres de l'OMC et au grand public, comme plus indépendant et plus crédible, en raison de la moindre probabilité de conflit d'intérêts potentiel qu'un tel système est susceptible d'entraîner et du fait que ces personnes se consacraient à leurs tâches à plein temps.

#### **Question n° 11**

*Quel nombre de personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux venant des pays en développement serait représentatif de la composition de l'OMC?*

Comme il est indiqué dans la proposition des CE, la liste permanente de personnes appelées à faire partie de groupes spéciaux serait largement représentative de la composition de l'OMC. Bien qu'il soit difficile d'évaluer précisément le nombre de personnes venant de pays en développement sans avoir établi le nombre total de personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux, il est clair que les ressortissants de pays en développement représenteraient probablement une proportion importante de la liste. Il s'agirait là d'une nette amélioration par rapport à la moyenne relativement basse (35 pour cent environ) de ressortissants de pays en développement qui ont siégé au cas par cas à des groupes spéciaux de l'OMC depuis 1995.

Il convient de noter que le nombre limité de ressortissants de pays en développement appelés à faire partie de groupes spéciaux au cas par cas est probablement dû au fait qu'il est difficile, pour un diplomate de pays en développement, d'assumer les tâches additionnelles dont il doit s'acquitter en siégeant à un groupe spécial. Un système de personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux permettrait de pallier cette difficulté.

#### **Question n° 12**

*Consultations collégiales entre toutes les personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux.*

Pour des questions de pertinence et d'importance générales et horizontales, les CE pourraient envisager un système de consultations collégiales entre toutes les personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux. Un tel système est de nature à contribuer à la cohérence et à la prévisibilité des constatations, tant sur les questions de fond que sur les questions de procédure, objectif expressément énoncé à l'article 3:2 du Mémoire d'accord.

#### **Question n° 13**

*Estimation du temps gagné à différents stades de la procédure.*

Il est difficile de donner une estimation précise du temps qu'un système de personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux permettrait de gagner à différents stades de la procédure de règlement des différends. Comme il est indiqué plus haut, le fait que ces personnes se familiariseront progressivement avec les questions de procédure devrait accélérer les travaux. Cependant, le gain de temps principal interviendra au stade initial, puisque la composition des groupes spéciaux sera décidée immédiatement au lieu de prendre deux à trois mois.

### **Question n° 15**

*Coûts additionnels.*

Il ressort d'un calcul approximatif réalisé par les services des CE que ces coûts additionnels ne seraient pas, semble-t-il, disproportionnés par rapport aux avantages escomptés. En tout état de cause, les aspects et les incidences financiers de la proposition des CE ne devraient pas éclipser ou primer la raison systémique - plus importante - qui motive la proposition.

### **Questions n° 16 et 17**

*Les principes du Mémoire d'accord et l'évolution du système de règlement des différends depuis le Cycle d'Uruguay.*

Un système de personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux ne constituerait pas une déviation par rapport aux principes fondamentaux établis par le Mémoire d'accord. La modification proposée par les CE vise à améliorer la conformité avec des principes importants énoncés dans le Mémoire d'accord, à savoir la nécessité d'une solution compatible avec les accords visés et prévisible aux différends commerciaux et d'un système efficace pour régler ces différends en temps utile.

### **Question n° 18**

*Difficultés potentielles pour trouver des personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux pour une activité à plein temps.*

Il n'est pas impossible que les établissements universitaires et d'autres organismes professionnels hésitent à accepter de détacher du personnel à l'OMC pour une longue période. Cependant, cette difficulté ne s'appliquerait pas aux fonctionnaires gouvernementaux à la retraite, dont l'expérience pourrait constituer une précieuse contribution pour un groupe de personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux. En somme, les CE estiment qu'il serait possible de trouver 15 à 24 personnes hautement qualifiées et désireuses d'effectuer ce travail.

En ce qui concerne l'inscription de fonctionnaires gouvernementaux sur la liste de personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux, voir les questions n° 19 et 21.

### **Questions n° 19 et 21**

*Nationalité des personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux et conflit d'intérêts.*

Selon les CE, la nationalité ne pourrait causer de conflit d'intérêts que dans le cas de fonctionnaires gouvernementaux qui, après avoir appartenu au groupe de personnes appelées à titre permanent à faire partie de groupes spéciaux à l'OMC, devront être réintégrés dans leur administration nationale. De ce fait, le détachement de fonctionnaires gouvernementaux n'est pas, en principe, envisagé dans le système proposé par les CE.

Selon les CE, d'une manière générale, le fait qu'une personne choisie pour être membre d'un groupe spécial est ressortissant d'un des Membres parties ou d'une des tierces parties au différend ne constituerait pas, *a priori*, une situation de conflit d'intérêts. Bien entendu, chaque membre d'un groupe spécial assumera la responsabilité de se déclarer, le cas échéant, en situation de conflit d'intérêts par rapport à un différend spécifique quelle qu'en soit la raison, y compris s'il s'agit d'une question de nationalité.

## QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE

### Questions n° 22 à 25

Les CE conviennent entièrement que l'objectif essentiel du mécanisme de règlement des différends est d'obtenir le retrait des mesures incompatibles avec les règles de l'OMC. Les propositions des CE en matière de "compensation" ne cherchent nullement à réduire l'incitation à respecter les règles, mais visent plutôt à faire de la compensation une solution plus réaliste à préférer la suspension de concessions lorsque la mise en conformité avec les règles ne s'est pas avérée faisable. D'ailleurs, la pratique de l'OMC a montré que la suspension de concessions, qui désorganise le commerce international, ne constitue pas toujours un moyen efficace d'inciter à une mise en conformité dans les moindres délais.

Si la proposition des CE était suivie, tout accord de compensation resterait volontaire, temporaire et fondé sur un accord conclu entre la partie plaignante et la partie défenderesse.

En tout état de cause, l'initiative de demander une compensation incomberait toujours au plaignant. Si une telle demande était formulée, l'obligation de présenter une offre de compensation introduirait une discipline importante pour le défendeur, qui serait tenu d'accomplir les procédures internes pour offrir une compensation, ce qui montrerait clairement que le non-respect n'est pas une option gratuite. Une telle façon de procéder pourrait revêtir une importance particulière pour inciter à la mise en conformité dans les cas où le plaignant dispose d'un pouvoir de rétorsion limité ou est réticent, pour des raisons politiques et/ou économiques, à suspendre des concessions.

Une autre possibilité pour "encourager" l'acceptation d'un ensemble de mesures de compensation, comme il est indiqué dans la proposition des CE, pourrait consister à exiger que, si la partie défenderesse décide de présenter un ensemble de mesures de compensation, la valeur dudit ensemble soit plus élevée que le niveau de l'annulation ou de la réduction d'avantages, afin de permettre à la partie plaignante de choisir, à l'intérieur de cet ensemble, des mesures correspondant au niveau de l'annulation ou de la réduction d'avantages. Les CE sont disposées à réfléchir à d'autres façons d'encourager la partie qui ne se conforme pas aux règles à offrir une compensation significative.

Les CE reconnaissent également qu'une mesure incompatible risque de nuire aux intérêts commerciaux de pays qui ne sont pas parties au différend. Cependant, pour les CE, faire de la compensation commerciale une solution plus réaliste n'irait pas à l'encontre du principe selon lequel le Mémorandum d'accord sert à préserver les droits et obligations de tous les Membres. En particulier, les CE notent qu'une compensation commerciale, même si elle est fondée sur un accord bilatéral, devra être appliquée à l'égard de tous les Membres sur une base NPF, alors que la suspension de concessions est une mesure à laquelle ne peuvent recourir que les parties au différend. La proposition des CE devrait donc également inciter au respect des recommandations de l'ORD.

## TRANSPARENCE

### Questions n° 26 et 27

Les CE considèrent par principe que tous les pays Membres, qu'ils soient parties au différend ou non, devraient avoir le droit d'assister aux travaux du groupe spécial/de l'Organe d'appel. Il pourrait s'avérer nécessaire, cependant, d'élaborer des règles spéciales applicables au traitement des renseignements commerciaux confidentiels dans certains cas.

La proposition des CE prévoit que le grand public serait, en règle générale, autorisé à assister aux travaux du groupe spécial ou de l'Organe d'appel, mais non à faire des interventions orales au cours de ces travaux. Parallèlement, la diffusion d'informations sur des travaux qui sont ouverts au public ne devrait faire l'objet d'aucune restriction.

## RÉGLEMENTATION DES COMMUNICATIONS D'*AMICUS CURIAE*

### Questions n° 28 à 39

*La présentation de mémoires d'amicus curiae est déjà permise*

Les CE n'abordent pas, dans leur proposition, la question de savoir si la présentation de mémoires d'*amicus curiae* devrait ou non être autorisée. La question a déjà été résolue en grande partie par l'Organe d'appel et une pratique de plus en plus courante autorise actuellement la présentation de mémoires d'*amicus curiae* au cas par cas: la proposition des CE vise simplement à établir des règles claires concernant cette pratique.

*Procédures pour traiter les mémoires d'amicus*

Les CE soutiennent qu'accepter les communications d'*amicus curiae* ne devrait pas ralentir les travaux. Pour ce faire, il conviendrait de conserver l'approche actuelle en deux étapes, à savoir une demande d'autorisation et une présentation effective. Selon les CE, le groupe spécial et/ou l'Organe d'appel auront la responsabilité de décider si les communications d'*amicus curiae* se rapportent directement aux questions de fait et de droit examinées par le groupe spécial ou aux questions de droit soulevées dans l'appel. Il incombera également au groupe spécial/à l'Organe d'appel d'évaluer tous les renseignements fournis sur toute relation existant entre l'entité (Membre, personne physique ou personne morale) présentant le mémoire et toute partie ou tierce partie au différend. Selon les CE, l'organe appelé à se prononcer serait tenu de fournir les raisons pour lesquelles il décide d'admettre ou de rejeter des mémoires d'*amicus*. De son côté, l'Organe d'appel/le groupe spécial aurait la faculté de tenir compte comme il le juge bon des arguments figurant dans les mémoires d'*amicus* qui ont été admis.

Pour les CE, toutes les parties devraient avoir la possibilité de présenter leurs points de vue sur ces questions et de répondre aux arguments figurant dans des mémoires d'*amicus curiae* acceptés par le groupe spécial et/ou l'Organe d'appel. Les CE considèrent que cette question pourrait être résolue d'une manière qui ne fasse pas peser une charge excessive sur les parties ni ne leur impose de nouvelles obligations de fond qui ne sont pas actuellement prévues par le Memorandum d'accord.

Bien entendu, le groupe spécial/l'Organe d'appel ne tiendrait pas compte des nouvelles allégations soulevées dans les mémoires d'*amicus*: la teneur du différend continuera d'être fixée par la demande d'établissement du groupe spécial. Par contre, selon les CE, le groupe spécial/Organe d'appel pourrait avoir la faculté de tenir compte des nouveaux arguments présentés dans les mémoires d'*amicus*, même si ces arguments n'ont pas été avancés par ailleurs par les parties au différend.

*Mémoires d'amicus et pays en développement*

La proposition des CE souligne expressément que l'acceptation des mémoires d'*amicus* ne devrait pas créer de charges additionnelles importantes pour les pays en développement. S'il est vrai que les entités capables de présenter des communications d'*amicus curiae* sont plus nombreuses actuellement dans les pays développés que dans les pays en développement, cela ne signifie pas que ces entités prennent toujours position en faveur des intérêts des pays développés. D'ailleurs, le passé récent montre le contraire: sur diverses questions (par exemple, l'accès aux médicaments), des organisations non gouvernementales de pays développés ont fréquemment adopté des positions radicalement différentes de celles de leur gouvernement.

*Mémoires d'amicus et droits des tierces parties*

Il existe une différence qualitative claire entre les droits largement étendus d'un Membre tierce partie à un différend (participation aux travaux, déclarations orales, accès aux communications des parties), que les CE aimeraient voir considérablement renforcés, et le droit minimal qu'a un Membre, une personne physique ou une personne morale de déposer un mémoire d'*amicus*. En particulier, les CE souhaiteraient souligner que l'entité présentant les mémoires n'aurait aucun statut officiel devant le groupe spécial/l'Organe d'appel, ni aucun droit comparable à ceux conférés aux tierces parties. Ces entités ont simplement la possibilité de présenter un mémoire, dont le groupe spécial/l'Organe d'appel pourrait tenir compte au cours des travaux et dans le rapport, s'il le juge approprié.



**ANNEXE 1**

<b>affaire</b>	<b>plaignant</b>	<b>défendeur</b>	<b>consultation</b>	<b>groupe spécial</b>			<b>rapport/ accord</b>
			<b>demande</b>	<b>demande</b>	<b>établissement</b>	<b>membre du groupe spécial</b>	

**1996**

WT/DS 11	États-Unis	Japon	07/07/1995	14/09/1995	14/09/1995	30/10/1995	11/07/1996
WT/DS 2	Venezuela	États-Unis	23/01/1995	25/03/1995	10/04/1995	28/04/1995	29/06/1996
WT/DS 4	Brésil	États-Unis	10/04/1995	19/05/1995	31/05/1995	31/05/1995	29/06/1996
WT/DS 24	Costa Rica	États-Unis	22/12/1995	22/02/1996	05/03/1996	04/04/1996	08/11/1996
WT/DS 22	Philippines	Brésil	27/11/1995	05/02/1996	05/03/1996	16/04/1996	14/10/1996
WT/DS 7	Canada	CE	19/05/1995	07/07/1995	19/07/1995	06/09/1995	05/08/1996
WT/DS 12	Pérou	CE	18/07/1995	18/09/1995	11/10/1995	12/10/1995	05/08/1996
WT/DS 14	Chili	CE	24/07/1995	25/09/1995	13/09/1995	12/10/1995	05/08/1996
WT/DS 8	CE	Japon	21/06/1995	14/09/1995	14/09/1995	30/10/1995	11/07/1996
WT/DS 10	Canada	Japon	07/07/1995	14/09/1995	27/09/1995	30/10/1995	11/07/1996

**1997**

WT/DS 31	États-Unis	Canada	11/03/1996	24/05/1996	19/06/1996	25/07/1996	14/03/1997
WT/DS 27	États-Unis	CE	05/02/1996	11/04/1996	08/05/1996	29/05/1996	22/05/1997
WT/DS 43	États-Unis	Turquie	12/06/1996	09/01/1997	/	/	14/07/1997
WT/DS 26	États-Unis	CE	26/01/1996	25/04/1996	20/05/1996	02/07/1996	18/08/1997
WT/DS 50	États-Unis	Inde	02/07/1996	07/11/1996	20/11/1996	05/02/1997	05/09/1997
WT/DS 56	États-Unis	Argentine	04/10/1996	09/01/1997	25/02/1997	04/04/1997	25/11/1997
WT/DS 33	Inde	États-Unis	30/12/1994	14/03/1996	17/04/1996	24/06/1996	06/01/1997
WT/DS 48	Canada	CE	28/06/1996	27/09/1996	16/10/1996	04/11/1996	18/08/1997

**1998**

WT/DS 62	États-Unis	CE	08/11/1996	11/02/1997	25/02/1997	18/04/1997	05/02/1998
WT/DS 67	États-Unis	CE	14/02/1997	07/03/1997	07/03/1997	18/04/1997	05/02/1998
WT/DS 68	États-Unis	CE	14/02/1997	07/03/1997	07/03/1997	18/04/1997	05/02/1998
WT/DS 44	États-Unis	Japon	13/06/1996	20/09/1996	16/10/1996	17/12/1996	20/03/1998
WT/DS 59	États-Unis	Indonésie	08/10/1996	12/06/1997	12/06/1997	29/07/1997	02/07/1998
WT/DS 84	États-Unis	Corée	23/05/1997	10/09/1997	16/10/1997	05/12/1997	17/09/1998
WT/DS 76	États-Unis	Japon	07/04/1997	03/10/1997	18/11/1997	18/12/1997	27/10/1998

affaire	plaignant	défendeur	consultation	groupe spécial			rapport/ accord
			demande	demande	établissement	membre du groupe spécial	

WT/DS 58	Inde	États-Unis	08/10/1996	25/02/1997	10/04/1997	15/04/1997	15/05/1998
WT/DS 69	Brésil	CE	24/02/1997	12/06/1997	30/07/1997	11/08/1997	12/03/1998
WT/DS 18	Canada	Australie	05/10/1995	07/03/1997	10/04/1997	28/05/1997	12/06/1998
WT/DS 54	CE	Indonésie	03/10/1996	12/05/1997	12/06/1997	29/07/1997	02/07/1998
WT/DS 79	CE	Inde	28/04/1997	09/09/1997	16/10/1997	27/11/1997	24/08/1998
WT/DS 75	CE	Corée	02/04/1997	10/09/1997	16/10/1997	05/12/1997	17/09/1998
WT/DS 55	Japon	Indonésie	04/10/1996	17/04/1997	12/06/1997	29/07/1997	02/07/1998
WT/DS 64	Japon	Indonésie	29/11/1996	17/04/1997	17/04/1997	29/07/1997	02/07/1998
WT/DS 60	Mexique	Guatemala	15/10/1996	04/02/1997	25/02/1997	01/05/1997	19/06/1998

## 1999

WT/DS 90	États-Unis	Inde	16/07/1997	03/10/1997	18/11/1997	20/02/1998	06/04/1999
WT/DS 103	États-Unis	Canada	08/10/1997	02/02/1998	25/03/1998	12/08/1998	17/05/1999
WT/DS 126	États-Unis	Australie	04/05/1998	11/06/1998	22/06/1998	27/10/1998	25/05/1999
WT/DS 108	CE	États-Unis	18/11/1997	01/07/1998	22/09/1998	09/11/1998	08/10/1999
WT/DS 152	CE	États-Unis	25/11/1998	26/01/1999	02/03/1999	31/03/1999	22/12/1999
WT/DS 138	CE	États-Unis	12/06/1998	14/01/1999	17/02/1999	16/03/1999	23/12/1999
WT/DS 99	Corée	États-Unis	14/08/1997	06/11/1997	16/01/1998	19/03/1998	29/01/1999
WT/DS 70	Brésil	Canada	10/03/1997	10/07/1998	23/07/1998	22/10/1998	14/04/1999
WT/DS 46	Canada	Brésil	18/06/1996	03/10/1996	23/07/1998	22/10/1998	14/04/1999
WT/DS 87	CE	Chili	04/06/1997	03/10/1997	18/11/1997	01/07/1998	15/06/1999
WT/DS 110	CE	Chili	15/12/1997	09/03/1998	09/03/1998	01/07/1998	15/06/1999
WT/DS 98	CE	Corée	12/08/1997	09/01/1998	22/07/1998	20/08/1998	21/06/1999
WT/DS 121	CE	Argentine	03/04/1998	10/06/1998	23/07/1998	15/09/1998	25/06/1999
WT/DS 34	Inde	Turquie	21/03/1996	02/02/1998	13/03/1998	11/06/1998	31/05/1999
WT/DS 113	Nouvelle-Zélande	Canada	29/12/1997	12/03/1998	12/03/1998	12/08/1998	17/05/1999
WT/DS 72	Nouvelle-Zélande	CE	24/03/1997	06/11/1997	18/11/1997	13/01/1998	24/11/1999

## 2000

WT/DS 132	États-Unis	Mexique	08/05/1998	08/10/1998	25/11/1998	13/01/1999	28/01/2000
WT/DS 163	États-Unis	Corée	16/02/1999	11/05/1999	16/06/1999	30/08/1999	01/05/2000
WT/DS 170	États-Unis	Canada	06/05/1999	15/07/1999	22/09/1999	22/10/1999	05/05/2000
WT/DS 161	États-Unis	Corée	01/02/1999	15/04/1999	25/05/1999	04/08/1999	31/07/2000
WT/DS 178	Australie	États-Unis	23/07/1999	14/10/1999	14/10/1999	21/03/2000	21/12/2000
WT/DS 136	CE	États-Unis	04/06/1998	11/11/1998	01/02/1999	01/04/1999	31/03/2000
WT/DS 160	CE	États-Unis	26/01/1999	15/04/1999	26/05/1999	06/08/1999	15/06/2000

affaire	plaignant	défendeur	consultation	groupe spécial			rapport/ accord
			demande	demande	établissement	membre du groupe spécial	

WT/DS 165	CE	États-Unis	04/03/1999	11/05/1999	16/06/1999	08/10/1999	17/07/2000
WT/DS 166	CE	États-Unis	17/03/1999	03/06/1999	26/07/1999	11/10/1999	31/07/2000
WT/DS 162	Japon	États-Unis	10/02/1999	03/06/1999	26/07/1999	11/08/1999	29/05/2000
WT/DS 177	Nouvelle-Zélande	États-Unis	16/07/1999	14/10/1999	19/11/1999	21/03/2000	21/12/2000
WT/DS 179	Corée	États-Unis	30/07/1999	14/10/1999	19/11/1999	24/03/2000	22/12/2000
WT/DS 169	Australie	Corée	13/04/1999	12/07/1999	12/07/1999	04/08/1999	31/07/2000
WT/DS 190	Brésil	Argentine	29/06/1999	11/02/2000	/	/	27/06/2000
WT/DS 135	Canada	CE	28/05/1998	08/10/1998	25/11/1998	29/03/1999	18/09/2000
WT/DS 142	CE	Canada	17/08/1998	14/01/1999	14/01/1999	15/03/1999	11/02/2000
WT/DS 114	CE	Canada	19/12/1997	11/11/1998	01/02/1999	29/03/1999	17/03/2000
WT/DS 155	CE	Argentine	23/12/1998	31/05/1999	26/07/1999	31/01/2000	19/12/2000
WT/DS 141	Inde	CE	03/08/1998	07/09/1998	27/10/1999	12/01/2000	30/10/2000
WT/DS 139	Japon	Canada	03/07/1998	12/11/1998	01/02/1999	15/03/1999	11/02/2000
WT/DS 156	Mexique	Guatemala	05/01/1999	26/07/1999	22/09/1999	12/10/1999	24/10/2000
WT/DS 122	Pologne	Thaïlande	06/04/1998	13/10/1999	19/11/1999	20/12/1999	28/09/2000

## 2001

WT/DS 210	États-Unis	Belgique	12/10/2000	01/03/2001	12/03/2001	07/06/2001	18/12/2001
WT/DS 199	États-Unis	Brésil	30/05/2000	08/01/2000	/	/	05/07/2001
WT/DS 175	États-Unis	Inde	02/06/1999	15/05/2000	27/07/2000	24/11/2000	21/12/2001
WT/DS 192	Pakistan	États-Unis	24/12/1998	03/04/2000	19/06/2000	30/08/2000	31/05/2001
WT/DS 194	Canada	États-Unis	19/05/2000	24/07/2000	11/09/2000	23/10/2000	29/06/2001
WT/DS 176	CE	États-Unis	07/07/1999	30/06/2000	26/09/2000	26/10/2000	06/08/2001
WT/DS 202	Corée	États-Unis	15/06/2000	14/09/2000	23/10/2000	22/01/2001	29/10/2001
WT/DS 184	Japon	États-Unis	18/11/1999	11/02/2000	20/03/2000	24/05/2000	28/02/2001
WT/DS 189	CE	Argentine	26/01/2000	07/11/2000	17/11/2000	12/01/2001	28/09/2001
WT/DS 193	CE	Chili	19/04/2000	06/11/2000	/	/	23/03/2001
WT/DS 146	CE	Inde	12/10/1998	12/10/2000	12/10/2000	24/11/2000	21/12/2001

**Temps de sélection des membres des groupes spéciaux (en jours)**

**1996**

WT/DS 11	États-Unis	Japon	46	_____
WT/DS 2	Venezuela	États-Unis	18	
WT/DS 4	Brésil	États-Unis	1	_____
WT/DS 24	Costa Rica	États-Unis	30	
WT/DS 22	Philippines	Brésil	42	
WT/DS 7	Canada	CE	49	
WT/DS 12	Pérou	CE	1	
WT/DS 14	Chili	CE	29	
WT/DS 8	CE	Japon	46	<b><u>MOYENNE:</u></b>
WT/DS 10	Canada	Japon	33	<b>30</b>

**1997**

WT/DS 31	États-Unis	Canada	36	
WT/DS 27	États-Unis	CE	21	
WT/DS 43	États-Unis	Turquie	pas de membre	
WT/DS 26	États-Unis	CE	43	
WT/DS 50	États-Unis	Inde	77	_____
WT/DS 56	États-Unis	Argentine	38	
WT/DS 33	Inde	États-Unis	68	_____
WT/DS 48	Canada	CE	19	<b><u>MOYENNE:</u></b>
				<b>43</b>

**1998**

WT/DS 62	États-Unis	CE	52	
WT/DS 67	États-Unis	CE	42	
WT/DS 68	États-Unis	CE	42	
WT/DS 44	États-Unis	Japon	62	
WT/DS 59	États-Unis	Indonésie	47	
WT/DS 84	États-Unis	Corée	50	_____
WT/DS 76	États-Unis	Japon	30	
WT/DS 58	Inde	États-Unis	5	_____

**Temps de sélection des membres des groupes spéciaux (en jours)**

WT/DS 69	Brésil	CE	12	
WT/DS 18	Canada	Australie	48	
WT/DS 54	CE	Indonésie	47	
WT/DS 79	CE	Inde	42	
WT/DS 75	CE	Corée	50	
WT/DS 55	Japon	Indonésie	47	
WT/DS 64	Japon	Indonésie	103	<b><u>MOYENNE:</u></b>
WT/DS 60	Mexique	Guatemala	65	<b>46,5</b>

**1999**

WT/DS 90	États-Unis	Inde	94	
WT/DS 103	États-Unis	Canada	140	_____
WT/DS 126	États-Unis	Australie	127	
WT/DS 108	CE	États-Unis	48	
WT/DS 152	CE	États-Unis	29	
WT/DS 138	CE	États-Unis	27	_____
WT/DS 99	Corée	États-Unis	62	
WT/DS 70	Brésil	Canada	91	
WT/DS 46	Canada	Brésil	91	
WT/DS 87	CE	Chili	225	
WT/DS 110	CE	Chili	114	
WT/DS 98	CE	Corée	29	
WT/DS 121	CE	Argentine	54	
WT/DS 34	Inde	Turquie	90	
WT/DS 113	Nouvelle-Zélande	Canada	153	<b><u>MOYENNE:</u></b>
WT/DS 72	Nouvelle-Zélande	CE	56	<b>89</b>

**2000**

WT/DS 132	États-Unis	Mexique	49	
WT/DS 163	États-Unis	Corée	75	
WT/DS 170	États-Unis	Canada	30	_____
WT/DS 161	États-Unis	Corée	71	
WT/DS 178	Australie	États-Unis	159	
WT/DS 136	CE	États-Unis	59	
WT/DS 160	CE	États-Unis	72	
WT/DS 165	CE	États-Unis	114	
WT/DS 166	CE	États-Unis	77	
WT/DS 162	Japon	États-Unis	16	
WT/DS 177	Nouvelle-Zélande	États-Unis	123	_____
WT/DS 179	Corée	États-Unis	126	

**Temps de sélection des membres des groupes spéciaux (en jours)**

WT/DS 169	Australie	Corée	23	
WT/DS 190	Brésil	Argentine	<b>pas de membre</b>	
WT/DS 135	Canada	CE	124	
WT/DS 142	CE	Canada	60	
WT/DS 114	CE	Canada	56	
WT/DS 155	CE	Argentine	189	
WT/DS 141	Inde	CE	77	
WT/DS 139	Japon	Canada	42	
WT/DS 156	Mexique	Guatemala	20	<u>MOYENNE:</u>
WT/DS 122	Pologne	Thaïlande	31	76

**2001**

WT/DS 210	États-Unis	Belgique	87	
WT/DS 199	États-Unis	Brésil	<b>pas de membre</b>	_____
WT/DS 175	États-Unis	Inde	120	
WT/DS 192	Pakistan	États-Unis	72	
WT/DS 194	Canada	États-Unis	42	
WT/DS 176	CE	États-Unis	30	
WT/DS 202	Corée	États-Unis	91	_____
WT/DS 184	Japon	États-Unis	65	
WT/DS 189	CE	Argentine	56	
WT/DS 193	CE	Chili	<b>pas de membre</b>	<u>MOYENNE:</u>
WT/DS 146	CE	Inde	43	67

## ANNEXE 2

### Composition des groupes spéciaux 2000-2002 (avril)

	Numéro du différend (et cote du document)	Article du Mémorandum d'accord	Date de la composition
	DS238/3	-	16.04.02
	DS236/3	8:7	08.02.02
Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5	DS103/26, DS113/26	-	17.01.01
	DS213/4	8:7	15.11.01
	DS212/5	8:7	07.11.01
	DS217/6, DS234/14	8:7	05.11.01
	DS206/3	8:7	31.10.01
	DS221/5	-	31.10.01
	DS231/7	8:7	25.09.01
	DS219/3	-	11.09.01
	DS211/3	-	20.07.01
	DS210/3	8:7	08.06.01
	DS207/3	8:7	23.05.01
	DS222/3	8:7	17.05.01
Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5	DS103/19, DS113/19	-	12.04.01
Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5	DS46/27	-	22.02.01
	DS202/5	8:7	22.01.01
	DS189/4	-	16.01.01
Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5	DS108/19	-	05.01.01
	DS146/5, DS175/5	8:7	30.11.00
Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5	DS132/7	-	16.11.00
Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5	DS58/18	-	08.11.00
	DS176/3	8:7	27.10.00
	DS194/3	-	27.10.00
	DS192/2	-	04.09.00
	DS184/3	8:7	24.05.00
Groupe spécial établi au titre de l'article 21:5	DS99/9	-	11.05.00
	DS179/3	-	24.03.00
	DS177/5, DS178.6	-	23.03.00
	DS155/3	-	02.02.00
	DS141/4	8:7	24.01.00

**Résumé (hormis les groupes spéciaux établis au titre de l'article 21:5)**

Sur 24 groupes spéciaux établis durant la période allant de 2000 à avril 2002, 14 ont été composés par le Directeur général au titre de l'article 8:7 du Mémoire d'accord (58 pour cent).

Cette tendance est à la hausse. Sur les neuf groupes spéciaux établis en 2000, quatre seulement ont été composés par le Directeur général (44 pour cent). Sur les 15 groupes spéciaux établis depuis lors, dix ont été composés par le Directeur général (75 pour cent).

---